

LA FRANCE RÉPUBLICAINE

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

A LYON

3, place des Cordeliers, 3

RESPONDANTS A PARIS POUR LES ANNONCES ET LES ABONNEMENTS
DONGRELL ET BULLIER, jeune, place de la Bourse, 33.
LAFITTE-BULLIER et C^{ie}, place de la Bourse, 8.



JOURNAL QUOTIDIEN

Directeur politique et rédacteur en chef : M. Eugène VÉRON

ABONNEMENTS

PRIX	3 mois	6 mois	1 an
pour Lyon...	10 fr.	20 fr.	40 fr.
— le départ du Rhône...	11	22	44
Hors du département...	13	25	50
Etranger...	Le port en sus.		

Pour les abonnements, envoyer un bon sur la poste, ou un mandat à vue sur Lyon.

Lyon, 1^{er} Décembre 1872

En vérité, les événements nous donnent trop tôt raison.

Avec une joie facile à comprendre, nous saluons hier le vote du 29 novembre. Si faible que fût cette majorité de 37 voix obtenue par le gouvernement, elle suffisait à dénouer pacifiquement une crise violente, elle opposait un obstacle légal aux entreprises des factieux, elle substituait à l'équivoque du pacte de Bordeaux la reconnaissance, même par l'Assemblée de Versailles, de la République comme gouvernement définitif du pays.

Mais, en politique, il n'est pas permis de s'endormir dans l'ivresse d'un premier succès. Il faut songer au lendemain. C'était par conséquent notre devoir de mettre nettement en relief les dangers prochains d'une situation qui laissait le gouvernement à la merci d'une majorité de 37 voix ; — de 37 voix flottantes, incertaines, qu'un caprice, un hasard, un incident insignifiant pouvaient rejeter du côté de nos adversaires.

A cette question : est-il possible de gouverner dans de semblables conditions ? — nous répondions résolument : non ! Avec nous, la raison, le bon sens, l'évidence, une pénible expérience de vingt mois répondait également : Non ! Et nous en tirions cette conclusion : plus nécessaire, plus impérieuse que jamais ! Il faut procéder sans retard à des élections générales.

Eh bien ! voyez ce qui se passe aujourd'hui.

Un bonapartiste, M. Prax-Paris, se croit en droit d'interpellier le gouvernement au sujet des adresses qui lui ont été envoyées par la presque totalité des municipalités de France. Avons-nous besoin d'insister sur cette chose vingt fois démontrée et toujours irréfutable qu'un mandat de Conseiller municipal ou de Conseiller général ne saurait dépouiller celui qui en est investi d'aucun de ses droits politiques, que, par conséquent, les conseillers municipaux et conseillers généraux peuvent signer des pétitions et rédiger des adresses au même titre que tout autre citoyen. Seule l'action collective, après délibération prise en séance régulière, est prohibée par la loi. Mais rien de semblable ne s'est produit dans le grand mouvement d'opinion qui est venu donner à M. le président de la République un nouveau et irrécusable témoignage de l'appui qu'il rencontrait dans le pays.

Attaquer la légalité de ces adresses était donc au suprême degré faire acte de mauvaise foi ; c'était encore, il importe de ne pas s'y tromper, une véritable révolte de la minorité royaliste de l'Assemblée de Versailles contre la majorité républicaine de la nation souveraine.

Pourtant, après un discours violent de M. Raoul Duval (des commissions mixtes), la motion de M. Prax-Paris, traduite par un ordre du jour impliquant un blâme pour le gouvernement, est adoptée par 305 voix contre 299.

Ainsi, hier le gouvernement avait pour lui une majorité de 37 voix, aujourd'hui il se trouve en minorité de 6 voix. Le 29 novembre il avait 307 votants ; le lendemain il ne s'en trouve plus que 604. Que serait-il advenu si tous les députés qui ont voté le 29 novembre avaient compris que leur présence sur leurs bancs, dans les graves conjonctures où nous sommes, répondait à une nécessité de premier ordre, était pour eux le plus sacré des devoirs ? Nous n'en savons rien, mais il est trop certain que le gouvernement vainqueur hier se trouve aujourd'hui tenu en échec par une majorité de 6 voix, et que le ministre de l'intérieur est obligé de se retirer.

On a refusé à la droite la responsabilité

lité ministérielle qu'elle exigeait « sans délai », sans garanties réciproques, elle s'en venge en faisant tomber un ministre sous un vote de blâme. Et cette manœuvre, évidemment, nous allons la voir se renouveler successivement pour chaque ministre qui se refusera à organiser le « gouvernement de combat » cher à M. Batbie et à ses amis.

Voilà où nous en sommes, voilà à quoi tiennent nos destinées. Six voix ! — Six voix de royalistes, voilà pour le moment ce qui représente l'autorité de la France républicaine, ce qui gouverne en son nom !

Ah ! nous conjurons nos concitoyens d'y réfléchir. Nous leur demandons en grâce d'y bien songer : est-il possible de vivre ainsi dans d'éternelles trames, de voir chaque jour tout remis en question, d'attendre la paix ou la guerre d'un vote où il suffira d'un déplacement de quelques voix pour que le pouvoir passe des mains de M. Thiers aux mains d'un triumvirat quelconque ?

Vingt députés malades ou négligents, et c'en est assez pour que nous cessions d'être sûrs du lendemain !

Non, mille fois non, une telle situation n'est plus tolérable.

Donc il faut sans perdre un jour, sans perdre une heure, sans perdre un instant, signer et faire signer des milliers de pétitions réclamant une dissolution immédiate.

Les uns devront être adressées au président de la République pour le supplier de prendre une initiative qui peut seule nous sauver. Nous l'avons déclaré déjà et nous y insistons de nouveau, nous ne voulons de coup d'Etat d'aucune sorte, mais le gouvernement est toujours en droit de déposer un projet de loi convoquant les électeurs à bref délai pour procéder au renouvellement intégral de l'Assemblée, et ce projet de loi, il dépend de lui de le faire adopter.

Chaque département devra, en outre, adresser une pétition, tendant également à la dissolution, aux députés qui le représentent plus spécialement. Encore une fois, tel est le « remède sauveur », le seul qui nous reste, hélas ! La marche à suivre est simple, facile et légale.

Donc à l'œuvre, et sans retard !

LA RÉDACTION.

Voici le texte de deux pétitions déposées dans nos bureaux et qui se couvrent déjà de signatures :

Adresse à M. le président de la République pour demander la dissolution de la Chambre.

Monsieur le président,

Le pays, par sept votes successifs, a déclaré sa volonté de vivre en République.

Le mouvement d'enthousiasme que vient de provoquer dans toute la France la constatation de ce fait par le Message présidentiel, prouve suffisamment que le temps n'a fait que confirmer les aspirations républicaines du pays.

D'un autre côté, le redoublement de fureur avec lequel les partis monarchiques attaquent la République et son président, ne nous permet plus d'espérer aucun repos tant qu'ils auront le pouvoir de troubler la paix publique.

En face de cette situation, convaincus que vous comprendrez la nécessité de soustraire la France au danger persistant des crises qui l'inquiètent et qui, en se renouvelant, finiront par la ruiner, les soussignés vous supplient, M. le président, de prendre l'initiative d'un projet de loi de dissolution.

La France entière applaudira à cette

initiative. Nous ne doutons pas que vous ne retrouviez à la Chambre même la majorité qui déjà une fois s'est rangée autour de vous pour défendre la République contre les conspirations des monarchistes.

Adresse à MM. les députés du Rhône, pour demander la dissolution de la Chambre.

Messieurs les députés,

La France ne peut rester plus longtemps exposée aux conspirations monarchiques, qui troublent son repos, paralysent ses efforts et menacent jusqu'à son existence.

Nous demandons au gouvernement de prendre l'initiative d'un projet de loi de dissolution, qui permette enfin à la volonté de la France de se manifester hautement et clairement.

Nous comptons que vous appuierez énergiquement l'initiative gouvernementale.

Mandataires du suffrage universel, vous ne pourriez sans contradiction refuser à vos mandants le droit d'exprimer leur avis, quand il y va du salut public.

On lit dans la *Décentralisation*, organe légitimiste et clérical de la ville de Lyon :

LA BATAILLE EST FINIE. IL NE RESTE PLUS QU'À LA RECOMMANDER.

M. THIERS A OBTENU HIER UNE MAJORITÉ APPARENTE, IL N'A POINT GAGNÉ DE VICTOIRE. LA CRISE CONTINUERA, CAR RIEN N'EST RESOLU.

Pas de commentaires, n'est-ce pas ?

On lit dans la *Mascarade* :

36 voix de majorité pour le gouvernement — voilà le mot de fin.

370 contre 334 — tel est le bilan de la journée, et le compte des morts.

Donc, c'est une victoire pour le président, mais quelle victoire !

M. Thiers peut-il gouverner dans ces conditions avec trois douzaines de votes de confiance ? — Non.

Cette majorité absolue en faisant donner toutes les réserves, en appelant à la rescousse le ban et l'arrière-ban des timides, des flottants et des irresolus, cette majorité ne se déplacera-t-elle pas à la première occasion ? — Oui.

Par conséquent, la voie est toute tracée, le chemin nettement indiqué. Maître du champ de bataille, ayant les honneurs de la guerre, M. Thiers se met à la tête de ses 370 champions, — et là une manœuvre d'ensemble, — une démonstration collective.

Ainsi, appelé à des élections nouvelles, à des élections forcées, le pays se chargera d'ajouter 7 ou 8 millions de voix au nombre singulièrement mesquin de 36.

Ainsi la République sera faite et la monarchie enfouie assez profondément pour qu'il soit impossible de la déterrer le cadavre.

C'est l'unique solution logique, il n'y en a pas d'autre : — cherchez ! J. B.

NOUVELLES POLITIQUES

La crise a recommencé. Les factions monarchiques de Versailles poursuivent avec plus d'acharnement que jamais leur œuvre de trouble et d'anarchie.

Que dira Paris qui s'est montré si joyeux de la victoire de la République ? On nous écrit en effet de la capitale :

« Rien de singulier comme l'aspect de la gare Saint-Lazare au retour du train parlementaire. Les cris de : Vive la République ! éclataient aux oreilles des monarchistes fu-

rioux et déçus. Un groupe a suivi M. Gambetta, qui a dû se précipiter dans une voiture. Malgré un temps horrible et des rafales de pluie et de vent à enrhumer tous les Parisiens, les boulevards étaient remplis et les mêmes cris : Vive la République ! éclataient de temps en temps comme une traînée de poudre. Il était temps que ça finisse : le gros commerce lui-même était gagné par une véritable fureur et j'ai entendu, dans la journée, de riches et paisibles négociants de la rue Saint-Denis, tenir des discours que M. Ernoul aurait proclamés anarchiques.

A propos des plans des royalistes, circule une éditante anecdote, dit M. Ch. Quentin du *Corsaire*.

« La scène se passe dans la grande salle du restaurant des Réservoirs.

« A une table ronde débattaient des députés, — la fine fleur du centre droit.

« « Nous sommes certains de trente voix de majorité », dit l'un d'eux.

« « Hum ! murmure un incrédule.

« « En doutez-vous ? » reprend le premier.

« « Admettons la majorité pour nous, réplique le député pessimiste, qui empêchera M. Thiers de faire appel au pays ? »

« « Il n'en aura pas le temps ; des ordres sont donnés ; il sera arrêté avant. »

Tel devait être le premier acte du gouvernement de combat.

Aucune mesure n'a encore été prise à l'encontre du général Ducrot, dit l'*Avenir national*.

Néanmoins, on croit, dans les cercles officiels, que le gouvernement ne tardera pas à sévir.

En effet, s'il est inexact que ce général ait consigné ses troupes en leur donnant l'ordre de se tenir prêts à partir avec armes et vivres de campagne, par contre c'est bien lui qui a chargé le colonel de la 19^e légion de gendarmerie de dresser une liste de suspects, tout comme si on était à la veille d'un coup d'Etat.

A ce propos, on lit, aujourd'hui encore, dans le *Séclat* :

« Nous recevons des communications qui confirment la parfaite exactitude du renseignement que nous avons publié sur l'enquête à laquelle la gendarmerie procède en ce moment par ordre du général Ducrot.

Une partie de la France est sous la surveillance de la gendarmerie. C'est plus qu'une enquête, c'est une inquisition.

Nous pouvons affirmer qu'un brigadier de gendarmerie s'est présenté chez le maire d'une localité habitée par un ancien député de la gauche. Le brigadier tint à avoir le signalement de toutes les personnes, « fût-ce même l'évêque ! » qui se présenteraient chez cet ancien député.

Est-ce assez clair ! M. le ministre de la guerre daignerait-il s'expliquer ? saurons-nous si M. Ducrot agit de sa propre initiative ou sur les ordres du ministre ?

On dit que l'attitude prise dès le début de la crise par le général Ducrot a fait ouvrir les yeux à M. Thiers, sur le danger de conserver dans de hautes positions militaires des généraux et des officiers supérieurs qui sont des ennemis avérés du gouvernement républicain.

Il est donc probable que l'administration de la guerre sera confiée à des mains plus dignes et que les grands commandements seront remis à des généraux qui, comme le maréchal Mac-Mahon, sont fermement décidés à faire fidèlement leur devoir de soldats sans se mêler de politique.

Il ne serait pas impossible, mais rien n'est encore décidé sur ce point, que l'on se privât avant peu des services d'un grand nombre d'employés supérieurs, dont l'attachement à l'empire n'est un secret pour personne.

On annonce comme résolu le remplacement de M. de Clissey, dit le nom, nos lecteurs l'ont évidemment remarqué, figurant dans la liste du cabinet préparé par le « gouvernement de combat ».

On assure que si la droite avait triomphé, les portes de la douce prison de Bazine se seraient immédiatement ouvertes devant lui.

C'était, dit-on, une des conditions du concours offert à la droite par la bande de Chilhurst.

Nul n'est prophète en son pays, et voici un nouvel exemple de la justesse du proverbe, dit la *Cloche*.

Tout le monde sait quelle fraîche et singu-

lière célébrité vient de s'attacher au nom de M. Polycarpe Batbie, l'ancien socialiste passé au blanc, l'ancien missionnaire de M. Rouland, aujourd'hui à la remorque de l'*Univers*. On eût pu croire que cette renommée tout battant neuf aurait transporté d'aise les habitants du village qui lui donna le jour. Hélas ! il n'en est rien. La commune de Seissan, où M. Batbie a son château « héréditaire », vient elle aussi, d'envoyer au président de la République une adresse qui n'exprime aucune espèce de sympathie pour le rapport sur la proposition Kerdrel, en voici le texte :

Seissan, 18 novembre 1872.

Les membres du conseil municipal réunis hors séance,

A M. le président de la République française.

Les membres du conseil municipal de Seissan (Gers), soussignés, ont l'honneur d'exprimer à M. le président de la République leur entière adhésion aux principes et idées patriotiques développés dans son Message à l'Assemblée nationale.

Comme lui, ils sont persuadés que le gouvernement de la République est le seul qui convienne à la France ; le renverser, c'est courir à la révolution la plus redoutable.

Guy, maire ; Boubée, adjoint, Las-sus, Roude, Campardon, Marre, Cérés, Barada, Darolles, Moncaissin, Lacoste, L. Nicolas, membres du conseil municipal.

De quel front M. Batbie oserait-il se représenter devant les signataires de cette adresse ? Malheureux Batbie ! malheureux rapporteur !

M. Lucien Brun, l'ex-fant chéri des jésuites de Lyon, a fait piteuse figure dans l'assemblée dernière.

Il a terminé sa harangue par ces mots que M. de la Palisse pourrait revendiquer : « M. Thiers accorde ce que nous demandons et le vote de confiance ne se fera pas attendre. »

Cette naïveté provoque un homérique éclat de rire sur les bancs de la gauche.

La droite est consternée : M. de Kerdrel hausse les épaules ; M. Gaston se précipite au-devant de M. Brun et lui dit : « Vous avez tout gâté ! »

On sait que M. Lucien Brun, député de l'Ain par la surprise du 8 février, est de Gex. Veut-on savoir ce que les électeurs de son pays pensent de la politique de cet adversaire fanatique de la République ?

Il suffit de lire l'adresse suivante de la ville de Gex qui est couverte de plus de cent signatures :

Gex, le 28 novembre 1872.

A Monsieur le président de la République française,

Les soussignés, habitants de la ville de Gex, chef-lieu d'arrondissement (Ain), viennent vous remercier de vos efforts et de vos luttas pour l'établissement définitif de la République.

Ils espèrent qu'avec l'aide des députés républicains et de l'opinion publique, qui vous soutient énergiquement, il vous sera donné de repousser les derniers assauts des factions monarchiques coalisées contre vous.

Et s'il leur était permis de donner un avis, les soussignés vous diraient : « que l'Assemblée dite « le 8 février, à la hâte, sous la pression de « s'astres innus, que cette Assemblée disparaît « et l'ordre, la sécurité régneront, car les enne- « mis de l'ordre, ce sont les ennemis de la Répu- « blique. »

Comptez, M. le Président, sur le concours résolu que nous vous promettons pour la défense de la République, et veuillez agréer l'hommage de notre profond respect.

Après cela, il faudra une certaine audace à M. Lucien Brun pour se donner comme le représentant de la pensée politique des électeurs de l'Ain. Mais l'audace, c'est ce qui lui manque le moins, ainsi qu'à ses collègues.

Dans le scrutin d'hier, — dont au reste nous publions plus loin la liste, — on remarquera : Parmi les abstentionnistes : MM. le duc d'Annam et le prince de Joinville (toujours !) et M. l'amiral Saisset ;

Parmi les adversaires du gouvernement : MM. Pouyer-Quertier, le comte de Chaudry, ancien député à la guerre à Tours et à Bordeaux, et Cornélis de Witt, gendre de M. Guizot.

elle seule.

— Je ne dirai pas cela, s'écria Gabrielle, et vous-même revenez à des sentiments meilleurs et plus mesurés.

— C'est fini, dit madame de Frairières, c'est trop d'outrages aussi ; qu'il prenne garde !... jamais je ne foudrai plus le seuil de cette maison.

Et disant ces quelques mots au milieu d'autres paroles à sens mystérieux et incompréhensibles, elle essuya ses larmes, se redressa comme pour braver, et s'éloigna.

Elle ne revint pas en effet de toute une semaine, et Gabrielle n'osa parler d'elle à son mari, qui paraissait ne point s'apercevoir de la cessation de ses visites et avoir recouvré sa sérénité d'esprit.

Un soir, elle dit simplement par manière d'acquiescement :

— Il y a bien longtemps que nous n'avons vu madame de Frairières.

Il n'en fallut pas davantage pour assombrir son front.

— J'espère, dit-elle, qu'elle a compris que sa présence m'était désagréable.

Gabrielle, remarquant aussitôt le changement qui s'opérait en lui rien qu'à la pensée de cette femme, n'osa rien ajouter.

Quelques jours après, elle apprit qu'en effet la veuve de son père s'occupait activement de la vente de quelques biens qu'elle possédait aux portes de Caen, au faubourg de Vauxelles, qu'elle donnait congé de la petite maison qu'elle habitait et qu'elle se disposait à quitter la ville.

Le dimanche suivant, elle alla à Saint-Etienne comme elle faisait d'habitude et ne la rencontra pas à la messe, où la chaise à dossier de veilleurs portant son nom resta vide.

Serait-elle déjà partie ? se dit-elle : ce n'est pas possible, elle serait venue me voir et m'aurait écrit de passer chez elle ; d'abord ce départ n'aurait pu rester un secret pour moi.

Elle retourna dans son hôtel, se demandant si

LES INTÉRÊTS MATÉRIELS

LE DÉFICIT NUMÉRO DEUX

Paris, 30 novembre.

Monsieur, Il faut un certain courage pour discuter à l'heure présente les questions d'affaires. Entre deux séances où la passion politique a débordé, l'Assemblée a consacré quelques instants à la discussion générale du budget ; puis elle s'est déclarée suffisamment édiflée pour passer à l'examen des détails. Pourtant de curieuses révélations ont été faites, notamment par M. Raudot, et les courts instants enlevés aux violences n'ont point été perdus.

Non-seulement le déficit accusé il y a quelques mois sur les recettes de 1872 s'est aggravé ; non-seulement il ne sera pas atténué par des annulations de crédit, mais le déficit sur l'année 1873 en cours d'exécution menace d'être plus grand encore. Le déficit numéro deux dépassera le premier et nous mènera forcément à un remaniement de notre système d'impôt, qui, de l'excès du mal fera sortir le bien.

Ce n'est pas de très-bonne grâce que les ministres ont livré il y a quelques mois aux commissions les renseignements accusateurs. L'évidence n'empêchera pas l'*Officiel* de tenir bon ; de déclarer avec un aplomb qui rappelait les beaux temps de l'empire : que ceux qui voyaient là des symptômes d'inquiétude étaient absolument étrangers à la science économique ; que le trimestre suivant serait en augmentation. Le contraire arriva. Vint le message optimiste qui déclara : qu'il n'y avait là rien d'embarrassant, rien d'inquiétant.

A l'heure présente voilà la vérité vraie, telle qu'elle résulte des derniers débats : Les dix premiers mois de l'année ont présenté une moins-value de 138 millions, le mois d'octobre dernier connu est en déficit de 6,784,000.

Suivant M. Thiers, on sortira facilement de ce mauvais pas. Chaque année il se trouve que certaines dépenses votées n'ont point été faites ; il en résulte : que les fonds non employés forment un excédant restant en caisse. Cet excédant se compensera tout naturellement avec le déficit. Cela paraît simple, et empiète de cette netteté tant prise des admirateurs à outrance de M. le président de la République. Oui ; mais l'Assemblée a voté de nouvelles dépenses qui doivent remplacer en tout ou en partie les anciennes qu'on a pu éviter avec habileté ; remettre à un autre temps pour rétablir l'équilibre. Il a fallu multiplier les employés de douanes ; il faut indemniser les propriétaires des usines où se fabriquent, jusqu'à ce jour, les allumettes chimiques ; on a voté des pensions aux blessés, construits des baraques pour les troupes allemandes, etc., etc.

Cela est grave. Mais si le déficit était spécial à l'année qu'on s'achève, on le comblerait facilement avec une augmentation de la dette flottante, sauf à attendre l'avenir. Malheureusement par l'effet des dernières lois, le mal doit rester chronique. 1873 comme 1872 verra le gouffre se creuser. Le Message optimiste dit bien : « Les impôts nouveaux auront bientôt traversé leur année d'épreuve et ils donneront, à partir du 1^{er} janvier prochain, tout ce qu'on en pouvait attendre. »

Nous avons vu ce qu'a donné octobre, dixième mois de cette année d'épreuve. Si l'enregistrement et le timbre n'avaient pas donné un excédant, le déficit total sur les impôts nouveaux eût apparu ce qu'il est, c'est-à-dire bien plus considérable qu'on ne le croit. En dix mois les douanes avaient haussé de 47 millions ; les contributions indirectes de 107 ; les postes de 6. Un fait malheureusement des plus caractéristiques au milieu de cette débâcle,

elle ne ferait pas bien d'aller frapper à sa porte, mais elle n'osa pas, craignant que son mari ne connût cette démarche et n'en prit ombrage.

Elle passa dans sa chambre à coucher, afin de se débarrasser de sa toilette de ville. Elle n'y était pas depuis dix minutes qu'elle entendit comme l'écho d'une discussion dans le cabinet de Lachenal, dont sa chambre n'était séparée que par une cloison et un étroit corridor.

Elle prêta l'oreille machinalement et entendit distinctement la voix du jeune avocat et une autre voix qu'elle reconnut pour être celle de madame de Frairières.

Dans l'état de crise et de perplexité où elle était, elle ne ressentit aucun vain scrupule, et, sans hésiter, colla l'oreille et écouta.

— Après ce que j'ai fait pour toi ! disait madame de Frairières.

Ce tutoiement faillit la foudroyer, et son cœur cessa de battre.

— Laissez-moi répondre Lachenal ; si je continue à vous voir je serais capable de me porter à quelque excès, ne le sentez-vous pas ? ne le devinez-vous pas à l'horreur que me cause votre présence ?

Malheureux ! est-ce ainsi que tu parles à ta mère ?

— Ta mère ! ta mère !... répéta à deux reprises et d'une voix saccadée la jeune femme frappée de stupeur, est-ce que je deviens folle, moi ?... Mon Dieu !... mon Dieu !...

La voix de son mari avait un timbre acéré, un accent amer et plein d'ironie qu'elle n'avait jamais connu et qui déchirait comme un stylet.

— Ma mère !... dit-il, j'ai trop tardé à la connaître pour l'aimer jamais !... Laissons donc cela : l'heure de la sentimentalité est passée.

(A suivre).

Feuilleton de la FRANCE RÉPUBLICAINE

27. — Commencé le 6 novembre 1872

LE DERNIER CRIMINEL

PAR

OCTAVE FÉRÉ & EUGÈNE MORET

TROISIÈME PARTIE

LE DRAME DE LA CONSCIENCE

(Suite)

— Charles reviendra à des sentiments meilleurs à mon égard, continua-t-elle, j'en suis sûre ; ce n'est qu'un moment à patienter, mais que je te demande, c'est de m'aider à reconquérir cette amitié qui s'égare, et que je ne peux avoir mérité de perdre, c'est d'être avec moi contre lui, finit-elle en souriant, non sans effort.

— Je vous le promets, et de grand

c'est que les nouveaux impôts ne sont pas seulement atteints, mais que les anciens ont fléchi sous la charge des nouveaux. Le déficit s'est trouvé en ce qui concerne de 74 millions en neuf mois. Ce n'est donc pas l'épreuve des nouveaux impôts qui a fait baisser le produit. Il en résulte que le déficit de 1872 se retrouvera en 1873. Ce qui est grave, c'est que le gouvernement dans ses évaluations budgétaires ne tient pas compte de ces éventualités. Il suppose que les 138 millions non perçus cette année ne manqueront pas à l'appel l'année prochaine; il les porte en actif au nouveau budget.

Mais une chose bien grave a été annoncée à la tribune. Nous ne parlons pas seulement de la situation des fermiers des alouettes, contraints de lutter avec l'importation autrichienne qui, à leur grand étonnement et à celui du gouvernement et de l'Assemblée, peut leur confisquer leur monopole en vertu des traités; nous parlons de 93 millions de droits sur les matières brutes et matières premières qui vont disparaître.

Quand il s'agit d'impôt, on ne peut pas caractériser international, on ne saurait songer qu'un contrat suppose deux contractants au moins, et que lorsque l'exécutif et le législatif se sont entendus, il faut négocier avec l'étranger. Or, la question d'intérêt peut être primée par la question politique. C'est du moins ce qui nous arrive avec l'Allemagne, furieuse de n'avoir pas assez exigé. M. de Bismarck, dans une note adressée à l'Autriche la félicite d'avoir refusé la surtaxe de pavillon, et déclare que tous les gouvernements doivent s'entendre pour empêcher la France de marcher ainsi dans des voies rétrogrades, qui peuvent porter le désordre dans les échanges. Or, si on n'importe que les produits anglais, nous serons inondés de produits allemands et suisses entrant en franchise. Ce sera la perte de l'impôt et le désordre commercial le plus complet.

Tel est l'avenir qui semble réservé au budget de 1873. Continuation du déficit sur les impôts indirects; trouble dans les opérations de la ferme des allumettes; disparition à peu près certaine des droits d'entrée sur les matières premières. Ces sinistres pronostics sont appuyés sur trop de raisons pour qu'ils ne s'accomplissent pas. Faut-il nous en plaindre? Quand le mal apparaît, une Chambre républicaine aura remplacé l'Assemblée actuelle. Ce sera l'instant de montrer tout ce que nos adversaires ont fait de mal; l'instant de tenir haut le drapeau des vrais principes et d'expulser le vieux système. Alors on n'aura pas ce curieux spectacle d'un pays qui regorge de richesses et d'un gouvernement qui ne peut faire rentrer l'impôt; de milliards offerts par voie d'emprunt et de millions refusés au fisc qui pèse sur une classe pour alléger l'autre, au plus grand bénéfice de la classe qui se prétend conservatrice et prouve à l'heure présente qu'elle ne l'est guère.

ACHILLE MERCIER.

A VERSAILLES

Versailles, 30 novembre 5 h. soir.
37 voix de majorité — c'est peu — mais à côté de la majorité de la Chambre, il y a la majorité du pays. La dissolution semble la conséquence nécessaire du vote d'hier.

Je vous ai envoyé par le télégraphe l'attitude de Paris dans la soirée d'hier. — Le public n'entre pas dans les détails des couilles parlementaires; il n'a vu que la question posée entre la République et la monarchie et le triomphe de la République.

Tout n'est pas terminé; les royalistes ne désarment pas; ils préparent déjà d'autres intrigues, dans l'espoir de mettre le ministre de l'intérieur en minorité — soit sur la question des adresses envoyées des départements — soit sur l'expulsion du prince Jérôme.

Ces messieurs ne veulent pas laisser au pays un moment de répit; ils n'ont pas perdu l'espoir de le harceler, de le fatiguer et de mettre sur le compte de la République le malaise produit par leurs petites conspirations.

L'adresse des commerçants de Paris se couvre de très-nombreuses signatures; on a été ce matin plus qu'indigné en voyant les noms de deux députés de Paris, MM. de Plouc et Lefebvre — qui ont voté contre le gouvernement de la République.

Une pétition se signe dans le haut commerce pour demander la révocation de M. de Plouc qui est sous-gouverneur de la Banque.

Le centre droit est furieux. La réunion dite du centre droit serait décidée à rayer d'office de la liste de ses membres MM. Teisserenc de Bort et de Goulard qui, disait tout à l'heure un député, ne peuvent continuer à faire partie d'une réunion honnête.

Si le centre droit exécute sa menace, le centre gauche, par représailles, expulsera les dix-sept députés qui, faisant à la fois partie du centre droit et du centre gauche, ont voté avec la droite.

Du reste, il se fait un travail dans le centre droit; une portion incline à se rallier au gouvernement et à la nouvelle majorité, l'autre penche au contraire pour continuer la guerre avec plus d'acharnement que jamais.

La séance d'aujourd'hui doit se ressentir inévitablement des orages d'hier.

On a beaucoup remarqué hier le mot de M. Ernoul : « César de rencontre qui, dans la nuit du 2 décembre... » L'Officiel de ce matin ne met que César de rencontre, et retranche le reste de la phrase.

M. Mestreau fait remarquer son étonnement de cette suppression.

Aussitôt M. Rouher se lève et veut parler. Les interpellations de la gauche le forcent au

silence. M. Haentjens adresse de son banc quelques mots. « A la tribune ! » lui crie-t-on. Il ne se décide pas à monter à la tribune défendant l'auteur du coup d'Etat.

M. Galloni d'Istria s'agite, gesticule. « A la tribune ! » lui crie-t-on, et il se rassied.

Le président, intervenant, rappelle que c'est un usage constant, un droit pour les orateurs de modifier certaines expressions de leurs discours. — De vives protestations partent des bancs de la gauche.

Si M. Mestreau s'est décidé à faire cette observation, c'est qu'elle se rapporte à un fait qui s'est passé hier et qui porte avec lui son enseignement.

Hier, après le discours de M. Ernoul, M. Gavini, député de la Corse, est allé trouver l'orateur législatif pour le prier d'effacer à l'Officiel la phrase choquante pour Bonaparte, le prévenant que, s'il ne promettait pas cette modification, les bonapartistes s'abstiendraient dans le vote.

Ce n'est pas un appoint bien considérable, mais dans la situation il était prudent de ne rien négliger; aussi, M. Ernoul promet de faire droit à cette réclamation. Etaient présents à la conversation entre M. Gavini et M. Ernoul — MM. Bisaccia et Princeteau.

Confiant dans l'engagement pris, les bonapartistes votèrent avec M. Ernoul, et ce matin ils furent surpris de lire à l'Officiel quelques-uns des mots dont ils avaient demandé la suppression.

M. Mestreau a voulu constater ce fait publiquement; de sorte qu'il reste avéré que la coalition a obtenu les voix des bonapartistes à l'aide d'une promesse qui n'a pas été tenue.

Un débat s'engage à propos des votes des absents, votes par procuration, qui sont également une des habitudes de l'Assemblée; M. Baragnon veut visiblement passionner le débat; M. Duvergier lui répond, ou plutôt il essaye de lui répondre; la droite intolérante lui coupe la parole.

M. Batbie monte à la tribune. — Le fanatique partisan de la dissolution sociale engage ses amis... — « Lesquels ? — Ceux du club Soufflot ? » lui demande-t-on.

Il engage ses amis à ne pas prolonger une discussion inutile. « On a vu, dit-il, par le scrutin d'hier où sont les véritables conservateurs. » — « Oui ! oui ! » crie la gauche.

M. Batbie ajoute que le gouvernement a pu voir qu'il retrouverait sa majorité le jour où il le voudrait.

La droite applaudit M. Batbie, et M. Casimir Périer vient lui répondre.

Une salve de bravos accueille M. Périer; il a été amené à la tribune, dit-il, par un seul mot; et il rappelle à l'Assemblée que, parmi les députés, avec lesquels il a voté hier, il y en a qui sont des conservateurs de plus vieille date que ceux qui les attaquent. Cette réflexion met fin aux débats.

M. Prax-Paris, l'ex-mameluck du Corps législatif, commence son interpellation sur les adresses.

C'est lui qui doit attacher le grelot et essayer de faire sauter M. Victor Lefranc. La droite n'a plus qu'un but : créer à chaque instant des embarras. Quelle façon de s'occuper des intérêts du pays !

L'orateur s'étonne de ce mouvement d'adresses, le premier qui se soit manifesté.

« Eh bien ! et que faisiez-vous sous l'empire ? » lui crie-t-on.

En passant, il laisse échapper l'aveu que les adresses ont été innombrables.

Eh bien, tout est là ! C'est la voix du pays.

M. Prax-Paris trouve que les adresses sont illégales, même celles qui sont signées par des conseillers hors session.

« Et les adresses des cours royales sous l'empire ! » lui demande-t-on.

L'orateur prétend que la responsabilité de ce mouvement revient au ministre de l'intérieur, — et même au président de la République.

Il rappelle que le jour où a éclaté le différend, on annonçait un coup d'Etat; on signalait même le général.

Ce mot de coup d'Etat prononcé par un bonapartiste excite une véritable indignation.

« Et M. Ducrot ! » s'écrie un membre de la gauche.

« Je demande la parole » dit M. Ordinaire.

M. Prax-Paris termine son discours en posant directement la question de responsabilité du ministre.

M. Victor Lefranc commence par déclarer qu'il entend admettre (et pratiquer) la théorie de la responsabilité parlementaire.

Alors, il retournera sur les bancs de la gauche; il a toujours été républicain, il n'est pas de ceux qui changent d'opinions selon les temps !

Il dégage la responsabilité du gouvernement d'un mouvement tout spontané, et comme on a parlé de coup d'Etat il rappelle que le parti républicain n'a jamais connu de coup d'Etat que pour les avoir subis.

La parole est à M. Raoul Duval. La séance continue.

CH. QUENTIN.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

de la France républicaine.

Paris, 30 novembre 1872.

On se demande ce que va faire la droite. « C'est à recommencer, disait hier un droitier, et de fait, ils se permettent de recommencer aujourd'hui à propos de l'interpellation de M. Prax-Paris sur les adresses des Conseils généraux et des Conseils municipaux. Mais ils sont bien affaiblis, et beaucoup de leurs soldats se promettent d'abandonner les chefs qui n'ont pas donné hier. On a été, en effet, surpris, même dans les rangs de la droite, de ne pas voir MM. d'Audiffret-Pasquier et de Broglie à la tribune. Après le rapport si maladroit et si répugnant de M. Batbie, c'est une seconde faute.

J'ai entendu hier un conservateur indécrottable s'écrier, avec une comique fureur : « En les voyant nous mener si loin, je les croyais sûrs de la victoire, matériellement et militairement sûrs ! On ne m'y prendra plus ! »

Ce digne homme croyait sans doute aux bruits fantaisistes qui montraient le général Ducrot en marche sur Paris, pour y donner la main à d'autres généraux. Monsieur Ducrot a bien assez à son avoir, sans qu'on lui en prête davantage, de la circulaire du colonel de gendarmerie envoyée par son ordre.

Du moins, jusqu'à présent, l'authenticité de cette pièce citée par tous les journaux, n'a pas été démentie. On assure qu'elle a excité une vive émotion à la présidence. Là encore, M. Thiers a une belle occasion de montrer comment il entend user de la victoire.

On parle de modifications ministérielles. Le centre droit aurait signifié à deux de ses membres qui sont au ministère, MM. de Goulard et Teisserenc de Bort, de choisir entre leurs titres de centre-droitiens et leurs portefeuilles. On dit aussi que M. Victor Lefranc pourrait bien succomber aujourd'hui sur l'interpellation Prax-Paris.

Nous ne tarderons pas à être fixés, car aujourd'hui on est dans le repos un peu affaibli qui suit les grandes batailles. Chose curieuse, au moment où je vous écris, la bourse baisse à tour de bras !

La fameuse dépêche Gontaut-Biron est expliquée : elle existe, mais elle ne parlait pas des Prussiens et exprimait un sentiment personnel. Le grand seigneur qui représente la France à Berlin, déclarait qu'il se séparait de la droite dans les circonstances actuelles.

M. d'Arnim n'assistait pas hier à la séance, bien que des reporters aient eu le talent de le voir dans la tribune diplomatique.

M. le chevalier Nigra aurait déclaré qu'il avait pour instructions, dans le cas d'un triomphe de la droite, de demander de suite ses passeports. La rupture avec l'Italie était, en effet, une des conséquences forcées de ce triomphe.

Un journal peu suspect de démagogie, le Figaro, avoue hier soir que la question de la dissolution — qui était le rêve de quelques cerveaux brûlés — est devenue une question en quelque sorte classique. C'est là en effet ce dont il faut s'occuper, toutes affaires cessantes. La presse provinciale a un grand rôle à jouer, celui d'engager les conseillers généraux et tous les conseillers municipaux à signer, hors session — et par conséquent dans les limites de leur droit — des pétitions pour la dissolution.

Il faut que le mouvement soit général et qu'un conseiller au moins, dans chaque département, en prenne l'initiative et mette en mouvement tous ses collègues. Qu'on n'oublie pas, en effet, qu'une majorité de 37 voix est bien précaire.

On assure que le centre gauche se dispose à présenter ses projets constitutionnels et à demander leur renvoi à la commission qui va être nommée en vertu du vote d'hier. Et de fait, ils se rattachent directement à la question des attributions et des rapports des pouvoirs publics. Le renouvellement partiel, les deux chambres, la prorogation, etc., vont donc revenir sur l'eau et l'affirmation de la puissance constitutive de la Chambre va recevoir une sanction pratique. Cette perspective n'a rien qui doive être agréable aux républicains et leur devoir est d'empêcher sa réalisation. Pour cela, il n'y a que l'accentuation du mouvement pour la dissolution.

Parmi les bruits étranges qui circulaient dans la fiévreuse journée d'hier, il faut mentionner celui de l'évasion de M. Bazaïre. Je n'ai pas besoin de vous dire que c'était un simple canard assez mal accueilli, bien que les esprits troublés fussent disposés à tout admettre. On croit, d'après les congés donnés aux témoins militaires, que l'affaire ne commencera que le 15 avril. Ce n'est qu'à cette époque qu'on connaîtra la composition du conseil de guerre.

Au républicain le bruit que le gouvernement prussien avait fait savoir à M. de Goulard qu'il refuserait désormais tout paiement de lettres de change et cette nouvelle avait excité une certaine émotion sur notre marché. Elle avait le tort d'être infiniment trop générale. C'est seulement les lettres de change sur Hambourg qui seront refusées par M. Delbruck. Les négociations pour l'achat du papier allemand sur la place de Londres se poursuivent toujours.

Ca coïte cher, la déportation. On sait que M. le ministre de la marine vient de demander, à cet effet, un crédit de quatre millions cinq cent mille francs. M. Ancel, rapporteur, conseille vivement à l'Assemblée de voter ce crédit; il espère qu'il ne sera pas dépassé. Dans les prévisions budgétaires, le nombre des déportés est évalué à trois mille.

Le bruit de la mort de M. Jules Lasteyrie recommence à courir. On a aussi de très-mauvaises nouvelles de la santé de Raspail. Raspail a 78 ans. Enfin on donne comme désespérée la position de M. de Ségur, le doyen de l'Académie française, qui a près de 90 ans. — Ne quittons pas l'Académie sans dire qu'on assure que M. d'Aumale s'est ravivé et qu'il a demandé à être reçu avant l'infortuné M. de Loménie.

M. Guizot est de retour depuis deux jours à Paris. Michelet continue à être dans un état stationnaire, satisfait en somme et qui permet à l'illustre historien, dont l'intelligence est aussi lucide et la parole aussi vive que jamais, de poursuivre son travail sur le XIX^e siècle.

Le gérant du journal l'Eclaireur vient d'être condamné à un mois de prison et à 300 francs d'amende pour avoir publié un dessin sans autorisation. C'est aujourd'hui que le Charivari passe en police correctionnelle pour un délit semblable.

Je suis heureux de signaler une importante décision du tribunal civil de Grenoble et bien digne de faire jurisprudence. Elle établit que la machine à coudre d'un ouvrier ne peut être saisie.

M. l'archevêque de Paris fait annoncer qu'il a converti la grande salle à manger de l'archevêché en chapelle afin de bien indiquer qu'il n'entend pas recevoir cet hiver. Dans son singulier livre sur cinq mois de dictature qui vient de paraître chez Dentu, M. Glais-Bizoin représente toute la famille Crémieux disant que l'archevêque de Tours, en face de M. Guibert et de ses grands vicaires. « Les dépenses comme les repas [étaient] partagés par moitié et jamais deux familles religieuses et aussi dissidentes ne vécurent dans une pareille harmonie. »

L'inondation de la Seine, qui va toujours en augmentant, commence à inspirer des craintes sérieuses à Bercy, à Auteuil et à Grenelle; plusieurs rues sont sous l'eau et de grandes usines, notamment l'usine Cail, sont menacées. On voit errer dans Paris, comme au temps du siège, des réfugiés de la banlieue. Ce sont des rivières de la Marne chassées par le débordement, et la pluie continue comme de plus belle.

Le ministère hongrois tout entier vient de donner sa démission.

L'empereur d'Autriche éprouve le besoin d'avoir une loi électorale. Il vient de recommander à ses ministres de préparer un projet. Ceux-ci auront fort à faire pour préparer une loi applicable à cet empire fait de pièces et de morceaux et où la lutte des nationalités ne fait qu'augmenter. Ainsi on a les nouvelles les plus mauvaises de la lutte entre les hongrois et les Croates. Les premiers veulent opprimer les Croates, comme ils ont le long temps opprimés eux-mêmes par l'Autriche.

LE MASTODONTE ORATEUR

Un grand homme nous est né. Un nouvel astre s'est levé à l'horizon. Le messie qu'annonçait Longueil vient de naître. Si ce n'est pas dans une crèche, c'est tout au moins dans une basse-cour. Jouez, hautbois; résonnez, musettes. Tous les trombones de la renommée font retentir ce doux nom : Batbie.

Il est peut-être bien tard pour parler de ce fameux rapport. Mais comment résister au plaisir de savourer quelques-unes de ces pensées, qui ont une place marquée dans tous les établissements à 15 centimes. Elles doivent se prendre à petites doses. Il faut les déguster délicatement et les sucer comme un os médullaire.

Batbie nous représente l'étrange soudure du cagot et du procureur. C'est le jésuite greffé sur l'homme de loi. C'est le produit de l'accouplement incestueux du droit et de la théologie. Loyola et Troplong combinés. Voilà Batbie. Et quel style ! La phrase est lourde, pâteuse, visqueuse. Cela est gluant, froid et mou. On s'y empêtre comme dans un boubouin. On dirait que cette prose louchue et que ces phrases sont banales.

Batbie se croit aimé pour lui-même. Aussi ne lui parlez pas de sa dissolution. « L'opinion de la grande majorité, dit-il, nous supplie de ne point nous soustraire au fardeau des affaires publiques. » Décidément, Batbie, vous avez l'oreille dure. Ou plutôt vous êtes ce valet à qui son maître disait : « Jean, il faut que l'un de nous deux sorte de la maison; je ne puis plus vous supporter. » Ce à quoi le valet répondait : « Où Monsieur veut-il que je le conduise ! »

Batbie trouve que le pouvoir est un fardeau. Cependant il laisse échapper les rêves secrets de son âme ingénu, et dit : « L'exercice du pouvoir, dans les jours heureux, peut procurer de grandes et nobles jouissances. » Et l'eau vient à la bouche de Batbie. Et il poulèche ses grosses lèvres. Gros friand, va.

Nous avons cette ressemblance avec M. Thiers (comme c'est flatteur pour le président de la République) que les uns et les autres, nous sommes ici par devoir. Et Batbie ajoute qu'on ne le fera jamais sortir et qu'il restera inébranlable à son poste comme ces visiteurs qui vous viennent voir à l'heure du dîner.

Mais Batbie a toutes les pudeurs d'une jeune fille. Il rougit virginiquement lorsqu'il dit des dictionnaires scientifiques : « Et dans leurs dictionnaires qu'ils appellent scientifiques, on trouve sur l'homme des définitions qui ravalent notre espèce. » Batbie n'entend pas qu'on ravale son espèce. C'est une espèce sublime que Batbie. Non, Batbie n'est pas « un animal mammifère, de l'ordre des primates, famille des bimanés, remarquable, entre autres choses, par des muscles fessiers proéminents. » Batbie est une quintessence de lumière. Je gage pourtant que si les belles spectatrices des tribunes entendaient souvent Batbie, elles finiraient par admettre le système de Darwin.

Du reste Batbie, ce pur esprit, est élément. « La commission des grâces (ainsi nommée parce qu'elle n'en fait pas) a été juste et claire », dit Batbie. Et l'honneur d'en faire partie. Peste ! si la commission des grâces a été élémentaire, que serait-ce donc si elle ne l'avait pas été ? Tel est le Marseillais qui bat un enfant, et à qui on demande : « Qu'est-ce que cet enfant vous a fait ? — Il ne m'a rien fait, répond-il. Jugez un peu ce que ce serait s'il m'avait fait quelque chose ! »

« La Religion, poursuit Batbie, est la seule qui parle aux hommes de leurs devoirs, et qui lutte avec quelque force contre les déclamations bryantes ou les démagogues cherchant à exalter le droit individuel. » Tu veux dire, Batbie, que, dans toutes les querelles, la religion crie encore plus fort que ses adversaires, et tu as raison. Aucun radical n'arrivera à être aussi mal embouché qu'un évêque. Il n'y a qu'un Veillout et qu'un Batbie dans le monde. Dieu, ayant fait Veillout, se lava les mains et jura bien qu'on ne l'y reprendrait plus. Et quant au sentiment individuel, il me semble qu'un monsieur qui veut être absolument ministre malgré les gens a bien un sentiment quelque peu individuel.

Cependant, avec une mauvaise foi qui révolte tous les honnêtes gens, les radicaux abusent du nom respecté de M. le président de la République. « Cela révolte l'honnête Batbie. Plus innocent que l'enfant qui vient de naître, il ne veut, lui, faire aucun mal à M. Thiers. Il veut tout simplement l'enterrer avec son éloquence, lui lier solidement pieds et mains, puis le déposer délicatement à la porte. Il ne veut pas que M. Thiers se mêle aux débats de la Chambre, car « les hommes les plus modérés regrettaient que le président de la République soit exposé aux attaques et aux interruptions de ses collègues. » Quelle sollicitude ! M. Batbie a tellement peur que M. Thiers soit interrompu, qu'il lui ôte la parole. C'est le système du voleur disant à un passant : Mon ami, vous m'inquiétez. Donnez-moi votre bourse, car je tremble qu'on ne vous assassine !

Du reste, Batbie ne fait tout cela que par amour pour la République. Il veut la mettre

dans ses meubles, cette chère République, et lui donner moyen de se présenter décemment dans le monde. Pour cela il lui faut une seconde Chambre. Une seconde Chambre est aussi indispensable qu'un musée pour les animaux empaillés. Il faut donc deux Assemblées : « l'une qui retient et l'autre qui pousse en avant. » Tu es décidément fort en mécanique, Batbie. Il est clair que pour faire avancer un fiacre, il faut atteler un cheval devant et un cheval derrière.

Finalement, Batbie se compare à Moïse. Il descend de la tribune avec les tables de la loi et les autres ornements du prophète. Le coup de la droite est porté. Son plan était très-artificiellement combiné. Mais pourquoi a-t-elle choisi pour l'attaque ce grossier orateur ?

Les gens de ce milieu ne sont pas accusés d'être, grâce au ciel, ni fourbes ni rusés.

Si le plan de la droite a si pitoyablement échoué, elle le doit en grande partie à ce lourd pédant, qui a voulu faire l'herboriste et n'a jamais été que boucher.

TRISTAN.

LETTRE MILITAIRE

VIII^e

Des cadres de l'armée

L'obligation du service personnel, quelque restreinte et mutilée qu'elle soit par la loi de 1872, n'en constitue pas moins pour le pays une force défensive suffisante, — nous dirons même plus que suffisante, — pour faire face à toutes les éventualités, à la condition que cette force soit sagement et judicieusement organisée.

Quand nous réclamons l'obligation entière et absolue, sans restriction, ni tempérament d'aucune sorte, c'est moins par crainte de voir la patrie manquer de défenseurs, que par esprit d'équité.

Ce que nous reprochons à la nouvelle loi, ce n'est pas d'être insuffisante, c'est de n'être pas du tout démocratique; c'est de ne pas alléger pour chacun la charge si lourde du service militaire, en la répartissant convenablement sur tous; c'est de laisser subsister certaines inégalités incompatibles avec l'esprit de la nation; c'est de faire une faveur pour quelques privilégiés, de ce qui devrait être un droit pour tous; c'est de confier au hasard l'avenir, le bonheur, le bien-être des familles, quand la justice seule devrait être consultée, enfin c'est de créer trop de privilèges, de sanctionner trop d'abus et de donner trop de prise à l'arbitraire, surtout de n'être pas une loi de principe.

Quant à prétendre qu'elle n'assurera pas à la défense nationale d'assez volumineux bataillons, nous n'y avons jamais pensé.

Ainsi donc, dans un avenir prochain, si toutefois elle est appliquée consciencieusement, la loi de 1872 nous fournira des millions d'hommes. Mais, — nous l'avons expliqué déjà, — les gros effectifs ne constituent pas à eux seuls des armées redoutables. Pour que de grandes masses produisent de grands effets sur les champs de bataille, il faut qu'elles soient mues par une force intelligente proportionnelle à ces masses elles-mêmes. En un mot, pour être bonne, une armée ne doit pas seulement être nombreuse, elle doit encore être suffisamment instruite, de plus bien commandée et bien dirigée, c'est-à-dire bien encadrée.

D'où l'on peut déduire ce principe que « la qualité d'une armée dépend surtout de la qualité de ses cadres. »

Les résultats des dernières guerres nous ont, je crois, démontré d'une manière assez claire l'exactitude de cet axiome pour que nous ne perdions pas notre temps en dissertations oiseuses sur ce sujet. C'est l'avis général. L'Autriche en 1866, et la France en 1870 a été vaincue par le maître d'école prussien. Quoiqu'il en soit des chauvins, l'ennemi n'est pas exclusivement redevable de ses succès au nombre de ses soldats et à la puissance de son artillerie. Si les Allemands nous ont battus comme ils l'ont fait, ce n'est pas davantage parce qu'ils nous ont supérieurs en courage ou en aptitudes guerrières. Non, les véritables causes de leur triomphe, il faut les chercher dans la bonne instruction primaire et l'excellente éducation militaire du peuple; dans l'organisation solide et le recrutement intelligent des cadres de leur armée, enfin dans l'incomparable capacité de leur état-major général.

Si la France tient à se relever au niveau de sa rivale, elle doit se hâter de suivre son exemple, l'en développant par tous les moyens possibles l'esprit militaire de toutes les classes de la société, 2^e en s'efforçant de former pour son armée de bons officiers et de bons sous-officiers; 3^e en mettant à sa tête un état-major qui soit réellement à hauteur de sa mission.

Dans les précédents articles, nous avons traité la première de ces trois questions; dès aujourd'hui nous aborderons la seconde, nous réservant d'étudier plus tard la troisième quand le projet de loi d'organisation, élaboré dans la commission de l'Assemblée, et dans les bureaux du ministère, défilant enfin, à notre grande joie, les voiles mystérieux dont on l'entoure, nous permettra de l'examiner, de le juger et de le discuter à loisir.

En attendant, nous allons, si vous le voulez bien, nous occuper des cadres de l'armée.

Les cadres proprement dits se composent des militaires revêtus d'un commandement quelconque, quelle que soit la nature et l'étendue de ce commandement.

De ces grades, les uns sont nommés par le pouvoir exécutif; ce sont les officiers. Pour ceux-là, le grade n'est pas seulement un vain titre honorifique, comme le modeste général Changarnier voudrait le faire croire au public, c'est une propriété, une chose sacrée sur laquelle, en dehors de certains cas prévus par la loi, nul ne peut porter la main sans commettre un délit.

Les autres n'ont qu'une position précaire et subalterne, dépendant de la volonté du chef qui les nomme, les suspend et les révoque à son gré. Ce sont les sous-officiers.

Il y a bien une troisième catégorie, celle des caporaux et brigadiers; mais je la citerai uniquement pour mémoire, attendu que, à mon sens, ceux qui la composent ne sont autre chose que des premiers soldats élèves sous-officiers.

Je ne m'occuperai donc que des deux éléments essentiels des cadres, en commençant, bien entendu, par le plus important. « A tout seigneur tout honneur. »

DES OFFICIERS

Un des plus grands défauts de notre corps d'officiers, — défaut qui, depuis longtemps, sautait aux yeux de tous, nos gouvernants et nos législateurs exceptés, — c'est sans contredit son manque d'homogénéité.

Dans leur histoire officielle de la guerre 70-71, écrite par le comte de Moltke, ou tout au moins sous sa direction, et d'après son inspiration, nos ennemis ne craignent pas de nous le signaler en termes très-précis. Les

conclusions qu'ils tirent de leur argumentation ne sont sans doute pas toutes acceptables, mais pendant n'en déplaie à l'avenir militaire, ce sont leurs appréciations sont beaucoup moins inexactes qu'on serait en droit de s'y attendre, justesse rigoureuse.

Quant à nous, nous sommes, sur la question de suprématie, moins exclusifs que les Prussiens et moins exclusifs que leur contrepartie. A notre avis, des deux catégories n'est en tout, pour tout, et toujours supérieure à l'autre. Chacun a des défauts et des qualités qui lui sont propres.

Voici, du reste, qu'elle est en tous points notre manière de voir à ce sujet, manière de voir que nous croyons justes et que nous exposons ici en confiance, parce que, nous ne faisons partie d'aucune coterie, nous sommes à l'abri de toute malsaine influence, et dégagés de tout parti pris.

Dans les grades de sous-lieutenant et de lieutenant, le meilleur élément nous paraît être celui qui est formé par la classe des sous-officiers. Et, en effet, à notre sens, et Moltke dont je reproduis ici les propres expressions : « C'est là que se trouvent les meilleures qualités de caractère que seule donne l'habitude de la vie militaire, la routine du métier si vous voulez. » De plus il y a la encore une question d'âge.

Un homme de trente ans est naturellement plus sérieux qu'un homme de 20 ou de 24 ans. Aussi est-il fort rare de trouver chez des lieutenants ou des sous-lieutenants sortis de Saint-Cyr, cet aplomb et cette fermeté indispensable à l'exercice du commandement, tandis que ces qualités sont généralement l'appanage de leurs collègues sortis des rangs.

A leur arrivée au corps, les jeunes Saint-Cyriens sont le plus souvent de grands enfants espiègles et mutins, de véritables écoliers émanés, incapables de se diriger eux-mêmes et à plus forte raison d'avoir charge d'âmes, si bien que, malgré un bagage plus ou moins volumineux de connaissances générales et théorico-professionnelles, ils ne restent pas moins, pendant quelques années des officiers très-incomplets et ordinairement très-inférieurs, surtout au temps de guerre, à leurs camarades les officiers de fortune.

Je ne veux point dire par cela — ainsi que l'état-major prussien le prétend, — que celui-ci soit plus brave ou moins

THÉÂTRES

Aujourd'hui Dimanche 1^{er} décembre 1872.

Grand-Théâtre

La Muette de Portici, grand opéra.

Le Postillon de Longjumeau.

On commencera à 7 h. 1/2.

Théâtre du Gymnase (quai St-Antoine)

Les Enfants, comédie en 2 actes.

Renard et C^{ie}, vaudeville en 2 actes.Moïse et C^{ie}, comédie-vaudeville en 1 acte.

Le Rendez-vous, comédie en 1 acte.

On commencera à 7 h. 1/2.

Théâtre des Nouveautés

Les Clés du soir, comédie en 1 acte.

La Caze de l'aveugle Tom, drame en 7 actes.

Un coup d'éventail, comédie en 1 acte.

On commencera à 6 h. 3/4.

CHEMINS DE FER

Départs des trains

Ligne de Paris par la Bourgogne

Paris. — Omnibus, matin 5 h. 10, 11 h. — Directs,

9 matin, 9 h. 35, 8 h. 11 h. 50 soir.

Express, 6 h. 55, — s. 9 h. 15, — 7 h. 35.

Lyon. — m. 8 h. 15, — s. 5 h. 30, — 8 h. 25.

Ligne de Paris par le Bourbonnais

Paris. — Omnibus, m. 8 h. 40, — Saint-Germain-des-

Fossés, omnibus, s. 1 h. 25, — 3 h. 25, — Roanne, omnibus,

s. 6 h. 30.

Ligne de la Méditerranée

Marseille. — Omnibus, m. 10 h. 30, — Directs, m. 7 h. 50,

5 h. 8 h. — Express, m. 7 h. 30, — soir, 10 h. 45.

Valence. — Omnibus, m. 5 h. 45, — s. 6 h. 30.

Vienne. — Omnibus, s. 4 h. 25.

Ligne de Saint-Etienne et Roanne

Roanne. — Omnibus, s. 1 h. 45 s. — Directs, m. 1 h.

55, — 3 h. 45.

Saint-Etienne. — Omnibus, m. 5 h. 25, — 10 h. —

s. 1 h. 45, — 6 h. 40 — Directs, m. 7 h. 55, —

s. 1 h. 45, — 10 h. 30.

Ligne de Grenoble

Grenoble. — Omnibus, m. 5 h. 8, — 7 h. 20, —

11 h. 15, — s. 6 h. 10. — Bourgoin. — Omnibus, s.

8 h. 25.

Ligne de Genève

Omnibus, m. 5 h. 15, 9 h. 10, 12 h. 30, 5 h. 5.

Express, m. 6 h. 10.

Ligne de Besançon

Besançon. — Omnibus, m. 5 h. 15, 9 h. 10, —

s. 12 h. 30. — Bourg, omnibus, s. 5 h. 05, 7 h. 45, —

Amberieux. Express, m. 6 h. 10.

LA CROIX-ROUSSE

Ligne de Bourg par le Dombes

Omnibus, matin, 6 h. 15, 10 h. 14, — soir, 1 h. 25,

5 h. 40.

CONDITION PUBLIQUE DES SOIES D'AUBENAS

Bulletin du 30 novembre 1872.

NOMBRE SORTES POIDS

12 Organesins. 1.080

7 Trames. 42

1 Grèges. 583

1 Ballots pesés. 1.685

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 439.Total du 1^{er} au 30. 37.035.

CONDITION PUBLIQUE DES SOIES D'AUBENAS

Bulletin du mois de novembre 1872.

NOMBRE SORTES POIDS

177 Organesins. 16.879

22 Trames. 2.032

240 Grèges. 18.124

50 Ballots pesés. 4.124

Opérations de décreusage : 131.

Condition des Soies de Lyon

DU 30 NOVEMBRE 1872

NOMBRE SORTES POIDS

37 Organesins. 11.500

24 Trames. 2.705

4 Grèges. 5.170

5 Bobines. 1.705

1 Laines. 1.865

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

Opérations de décreusage :

Total n^o 1^{er} place. 120Total du 1^{er} au 30. 480

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Emission de 435 fr. d'obligations foncières

de 500 fr. 5 0/0. Emissions au pair d'obligations

communales 5 1/2 0/0 à 5, 6, 7, 8, 9 ou

10 ans d'échéance.

On souscrit à Paris, au Crédit foncier de

France, rue Neuve-des-Capucines, 19; — dans

les départements : aux recettes générales des

finances, chez MM. les notaires et chez tous

les correspondants du Crédit foncier. (205)

LE SIROP MAGISTRAL AU QUINA

De F. PÉRISSAT, pharmacien

Est employé avec succès contre l'anémie,

les pâles couleurs, les pertes blanches et les

palpitations. Il contient une dose constante

d'un sel de fer soluble et ne produit pas d'ir-

ritation habituelle des médicaments ferru-

ments.

Se trouve à la pharmacie des Cor-

delliers, place des Cordeliers, 5, Lyon.

LE PROGRÈS INTELLECTUEL DE L'HUMANITÉ

Par M. Eugène VÉRON

Un volume in-8 de 500 pages

PRIX : 5 FRANCS

Chez A. LECHÉVALIER, éditeur, rue Richelieu, 61

REVUE

DES

DES MAINTENANT

En s'abonnant des maintenant à la Revue des

Familles pour l'année 1873, on reçoit gratuite-

ment les numéros d'octobre, novembre, décembre

1872. La Revue des Familles a pour objet

de donner à la famille, c'est-à-dire à la société

de la nation, une instruction morale et civique

par la diffusion de la science, de la littérature

et de l'art. Elle donne chaque semaine une

feuille illustrée de 32 p. et forme par an 6

volumes de 260 p. — Elle a été fondée par

voici les prix :

Première édition, avec gravures dans le

texte. 10 fr. par an.

Deuxième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Troisième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Quatrième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Cinquième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Sixième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Septième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Huitième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Neuvième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

Dixième édition, papier satiné, avec

gravures dans le texte. 10 fr. par an.

On s'abonne à la Revue des Familles

chez MM. les libraires et chez MM. les

directeurs des journaux. — Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.

— Paris.